

CHÔMAGE ET MONDIALISATION

par Olivier GISCARD d'ESTAING *

[07 juillet 2004]

Retour de Chine, Olivier Giscard d'Estaing se demande comment concilier...

Olivier Giscard d'Estaing se demande comment concilier nos impératifs sociaux et notre mode de vie, avec la poussée d'une concurrence "sauvage" de la part des pays émergents mais puissants dont la main d'œuvre est trop souvent taillable et corvéable à merci... (ndlr)

La mondialisation du travail et la mondialisation du chômage posent aux pays industrialisés et aux pays en développement des problèmes d'une ampleur telle que leurs structures sociales, leurs richesses et leurs misères se présentent dans des conditions sans précédent.

Cette transformation, déjà visible par les délocalisations et la croissance du commerce mondial, accentuée par les nouvelles technologies créatrices et destructrices d'emplois, exige de nouvelles orientations concertées de politiques économiques mondiales.

De retour de Shenzhen, la nouvelle mégapole chinoise, face à Hongkong, on peut mesurer l'émergence d'un dynamisme économique et d'une concurrence redoutables, dans des conditions telles qu'elles mettent en cause l'équilibre de nos sociétés occidentales et la survie d'un grand nombre de ses entreprises. Cette cité, ancien petit port de pêche, est passée en vingt-trois ans de 1 million à 7 millions d'habitants et se présente comme une superbe ville moderne avec ses 1 000 tours de plus de trente étages d'une belle architecture.

La Concurrence Chinoise

En Chine, les usines, aux technologies comparables aux nôtres, emploient une main-d'œuvre qui travaille 60 heures par semaine – 5 jours de 12 heures – pour un salaire mensuel de 500 yuans, soit 50 euros environ, compensé en partie par des logements en dortoirs et des repas fournis à bas prix ; pas de protection sociale au sens où nous l'entendons ; des magasins ouverts tard le soir et des banques ouvertes le dimanche ! Le yuan est anormalement bas, comme le dollar américain, et rend les prix plus compétitifs encore sur le marché mondial. Ainsi les produits résultant de cette immense puissance industrielle naissante – CD, jouets, télévisions – envahissent nos marchés, pour le bienfait des consommateurs, mais au détriment des emplois, avec la complicité des commerçants et des investisseurs.

Les consommateurs mondiaux financent ainsi l'économie chinoise, de même que les épargnants des divers continents sauvent l'économie américaine de ses désastreux déficits commerciaux et budgétaires ! Et que l'on n'espère pas une augmentation rapide des rémunérations en Chine, en l'absence de syndicats et avec l'immense réserve des paysans à reconverter, qui représentent plus de 60% de la population active et dont le seul recours pour survivre, compte tenu des progrès de la productivité agricole, est la migration vers les grands centres urbains... N'oublions pas que le chômage affecte plus encore les pays en développement que les pays occidentaux.

Une compétition inégale

La France a de grands atouts, par ses traditions, ses infrastructures, ses avancées techniques, ses réseaux commerciaux et la qualité de ses produits. Mais, comme pour ses autres partenaires européens, le maintien de sa compétitivité ne peut résulter que de l'automation et de la délocalisation, toutes deux destructrices d'emplois. On peut donc s'attendre à une diminution de l'emploi industriel, surtout pour la sous-traitance,

malgré la qualité et la valeur de nos marques et nos possibilités d'innovation.

Alors que peut-on faire dans ce pays dont la population est composée de ceux qui travaillent – beaucoup ou modérément – de ceux qui souffrent – en silence ou en contestant – de ceux qui jouissent d'un environnement et d'une protection sociale exceptionnels, et de ceux qui s'expatrient ? Comment peut-on répondre aux exigences sociales de la population concernant l'environnement, la santé, l'éducation et la sécurité, alors que leurs coûts sont tels que la production nationale ne peut les supporter et que le recours croissant à une fiscalité excessive et paralysante ou à un endettement vertigineux mène notre société à la faillite ? Aucune politique intérieure ne permet de résoudre cette redoutable équation et les critiques permanentes, voire insultantes, à l'égard de nos gouvernants successifs semblent ignorer ces nouveaux courants de l'économie mondiale.

Néanmoins le rétablissement des grands équilibres publics et budgétaires reste une priorité qui devrait s'imposer comme un effort national indispensable, plutôt qu'un programme de réformes qui effraie une opinion publique inquiète et soucieuse de préserver sa situation actuelle. Il faut donc se tourner vers des politiques communes internationales, européennes, atlantiques et mondiales. Une libération mondiale des échanges, générale et trop rapide, est suicidaire pour des pays qui connaissent des salaires et des avantages sociaux plus élevés – durement acquis – où la durée du travail est réduite, où la charge de services publics efficaces mais coûteux pèse sur une fiscalité déjà élevée. La construction européenne avait bien connu ce dilemme en libérant les échanges intérieurs après des phases d'adaptation de plusieurs années.

L'arbitrage d'une gouvernance mondiale

Le recours temporaire à un protectionnisme sectoriel et géographique ciblé est devenu indispensable. La Chine est devenue le quatrième pays exportateur avec un accroissement annuel de ses exportations de 35% et bénéficie d'un important surplus commercial malgré l'importance de ses importations. Mais une telle politique doit tenir compte des besoins des pays en développement et éviter des mesures de rétorsion malfaisantes. On est ainsi conduit à un difficile arbitrage entre nos exigences de plein emploi et notre souci de solidarité mondiale. Ceci nous mène tout naturellement vers la nécessité d'une gouvernance mondiale vraiment capable d'arbitrer les divergences d'intérêts.

Ainsi apparaît la nécessité d'un budget mondial, alimenté par des taxes mondiales, affecté à des politiques concertées concernant la lutte contre la misère, l'éducation, la protection des enfants, la santé, l'énergie, l'environnement, des efforts collectifs de recherche et de développement et la mise en place de grandes infrastructures dont le monde a besoin. Ceci nécessiterait un contrôle démocratique, une indispensable transparence, inspirée par une volonté politique. Telles sont les réflexions qui devraient conduire à un nouvel ordre mondial, respectant les pouvoirs des Etats, dans le cadre d'une extension et d'une démocratisation des institutions mondiales.

. * Président de la Ligue Européenne de Coopération Economique (France) et du Club d'Athènes en France.

. * Ndlr : les intertitres sont de la rédaction

www.geopolitis.net